

**No. 47966\***

---

**Burkina Faso  
and  
Niger**

**Special Agreement to seize the International Court of Justice concerning the frontier dispute between Burkina Faso and the Republic of Niger. Niamey, 24 February 2009**

**Entry into force:** *20 November 2009 by notification, in accordance with article 8. In accordance with article 8, article 10 is applied as of 24 February 2009.*

**Authentic text:** *French*

**Registration with the Secretariat of the United Nations:** *Burkina Faso, 7 October 2010*

*\*No UNTS volume number has yet been determined for this record. The Text(s) reproduced below, if attached, are the authentic texts of the agreement /action attachment as submitted for registration and publication to the Secretariat. For ease of reference they were sequentially paginated. Translations, if attached, are not final and are provided for information only.*

---

**Burkina Faso  
et  
Niger**

**Compromis de saisine de la Cour internationale de Justice au sujet du différend frontalier entre le Burkina Faso et la République du Niger. Niamey, 24 février 2009**

**Entrée en vigueur :** *20 novembre 2009 par notification, conformément à l'article 8. Conformément à l'article 8, l'article 10 est appliqué à compter du 24 février 2009.*

**Texte authentique :** *français*

**Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies :** *Burkina Faso, 7 octobre 2010*

*\* Numéro de volume RTNU n'a pas encore été établie pour ce dossier. Les textes reproduits ci-dessous, s'ils sont disponibles, sont les textes authentiques de l'accord/pièce jointe d'action tel que soumises pour l'enregistrement et publication au Secrétariat. Pour référence, ils ont été présentés sous forme de la pagination consécutive. Les traductions, s'ils sont inclus, ne sont pas en form finale et sont fournies uniquement à titre d'information.*

[ FRENCH TEXT – TEXTE FRANÇAIS ]

**COMPROMIS**  
**DE SAISINE DE LA COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE**  
**AU SUJET DU DIFFEREND FRONTALIER**  
**ENTRE LE BURKINA FASO**  
**ET LA REPUBLIQUE DU NIGER**

Le Gouvernement du Burkina Faso et le Gouvernement de la République du Niger, ci-après dénommés « les Parties »;

- Considérant que par accords signés à Niamey le 23 juin 1964 et à Ouagadougou le 28 mars 1987, les deux Gouvernements ont convenu de matérialiser leur frontière commune et ont procédé à cet effet à la création d'une Commission Technique Mixte d'Abornement ;
- Considérant que les articles 1 et 2 de l'Accord du 28 mars 1987 précisaient ce qui suit :

*« Article 1*

*La frontière entre les deux Etats va des hauteurs de N'Gouma, situées au Nord du gué de Kabia, jusqu'à l'intersection de l'ancienne limite des cercles de Fada et Say avec le cours de la Mékrou, telle que décrite par l'arrêté du 31 août 1927, précisé par son Erratum du 5 octobre 1927.*

*Article 2*

*La frontière sera matérialisée par des bornes frontières conformément au tracé décrit par l'arrêté 2336 du 31/08/1927, précisé par son Erratum 2602/APA du 5/10/1927. En cas d'insuffisance de l'Arrêté et de son Erratum, le tracé sera celui figurant sur la carte à 1/200.000<sup>e</sup> de l'Institut Géographique National de France, édition 1960, et/ou de tout autre document pertinent accepté d'Accord Parties ».*

- Considérant que les travaux de la Commission Technique Mixte d'Abornement créée en application de ces textes ont permis aux parties de s'accorder sur les secteurs suivants de la frontière :
  - a) des hauteurs du N'Gouma à la borne astronomique de Tong-Tong ;
  - b) du début de la boucle de Botou jusqu'à la Rivière Mékrou ;
- Considérant que les deux Parties acceptent comme définitifs les résultats des travaux effectués sur lesdits secteurs ;
- Désireux de régler définitivement ce différend dans un esprit de fraternité entre Peuples frères et de bon voisinage qui caractérise leurs relations, et dans le respect du principe de l'intangibilité des frontières héritées de la colonisation ;
- Faisant ainsi application de l'Article 8 de l'Accord du 28 mars 1987 précité ;

**sont convenues de ce qui suit.**

**Article 1<sup>er</sup> : Saisine de la Cour Internationale de Justice**

1. Les Parties soumettent le différend défini à l'article 2 ci-dessous à la Cour Internationale de Justice.
2. Chacune des Parties exercera le droit que lui confère le paragraphe 3 de l'article 31 du Statut de la Cour de procéder à la désignation d'un juge ad hoc.

**Article 2 : Objet du différend**

La Cour est priée de :

1. déterminer le tracé de la frontière entre les deux pays dans le secteur allant de la borne astronomique de Tong -Tong (Latitude : 14° 25' 04" N/Longitude 00° 12' 47" E) au début de la boucle de Botou (Latitude 12° 36' 18" N/Longitude 01° 52' 07" E).
2. donner acte aux Parties de leur entente sur les résultats des travaux de la Commission Technique Mixte d'Abornement de la frontière Burkina Faso-Niger en ce qui concerne les secteurs suivants :
  - a) le secteur allant des hauteurs du N'Gouma à la borne astronomique de Tong-Tong ;
  - b) le secteur allant du début de la boucle de Botou jusqu'à la Rivière Mékrou.

**Article 3 : Procédure écrite**

1. Sans préjuger d'aucune question relative à la charge de la preuve, les Parties prient la Cour d'autoriser la procédure suivante au regard des pièces de procédure écrite :
  - a) un mémoire soumis par chacune des Parties au plus tard neuf (9) mois après la saisine de la Cour ;
  - b) un contre-mémoire soumis par chacune des Parties au plus tard neuf (9) mois après l'échange des mémoires ;
  - c) toutes autres pièces de procédure écrite dont le dépôt, à la demande de l'une ou l'autre des Parties, aura été autorisé par la Cour ou prescrit par celle-ci.

2. Les pièces de la procédure écrite, déposées auprès du Greffier de la Cour ne seront transmises à l'autre Partie que lorsque le Greffier aura reçu de ladite Partie les pièces de procédure correspondantes.

**Article 4 : Procédure orale**

Les Parties conviendront, avec l'approbation de la Cour, de l'ordre dans lequel elles seront entendues au cours de la procédure orale ; à défaut d'accord entre les Parties, cet ordre sera celui que prescrira la Cour.

**Article 5 : Langue de procédure**

Les Parties conviennent que leurs pièces de procédure écrite et leurs plaidoiries seront présentées en langue française.

**Article 6 : Droit applicable**

Les règles et principes du droit international qui s'appliquent au différend sont ceux énumérés au paragraphe 1er de l'article 38 du Statut de la Cour Internationale de Justice, y compris le principe de l'intangibilité des frontières héritées de la colonisation et l'Accord du 28 mars 1987.

**Article 7 : Arrêt de la Cour**

1. Les Parties acceptent, comme définitif et obligatoire pour elles-mêmes, l'arrêt rendu par la Cour en application du présent compromis.
2. A partir du prononcé de l'arrêt, les Parties disposent de dix-huit (18) mois pour commencer les travaux de démarcation de la frontière.
3. En cas de difficulté d'exécution de l'arrêt, l'une ou l'autre des Parties saisira la Cour conformément à l'article 60 de son Statut;
4. Les Parties prient la Cour de désigner dans son arrêt trois (03) Experts qui les assisteront en tant que de besoin aux fins de la démarcation.

**Article 8 : Entrée en vigueur**

Le présent compromis est soumis à ratification. Il entrera en vigueur à la date de réception de la dernière notification de ratification.

Les Parties conviennent toutefois d'appliquer, dès la signature, l'article 10 du présent Compromis.

**Article 9 : Enregistrement et notification**

1. Le présent Compromis sera enregistré au Secrétariat Général des Nations Unies en application de l'article 102 de la Charte des Nations Unies à l'initiative de la partie la plus diligente.

2. En application de l'article 40 du Statut de la Cour, le présent compromis sera notifié au Greffier de la Cour par une lettre conjointe des Parties.

3. Si cette notification n'est pas effectuée conformément au paragraphe précédent dans le délai d'un mois suivant l'entrée en vigueur du présent Compromis, celui-ci sera notifié au Greffier de la Cour par la Partie la plus diligente.

**Article 10 : Engagement spécial**

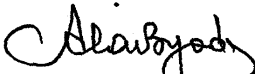
1. En attendant l'arrêt de la Cour, les Parties s'engagent à préserver la paix, la sécurité et la quiétude au sein des populations des deux Etats dans la région frontalière, en s'abstenant de tout acte d'incursion dans les zones litigieuses et en organisant des rencontres régulières des responsables administratifs et des services de sécurité.

2. Pour les réalisations d'infrastructures socio-économiques, les Parties s'engagent à mener des concertations préalables avant leur mise en œuvre.

En foi de quoi le présent Compromis établi en deux exemplaires originaux a été signé par les plénipotentiaires.

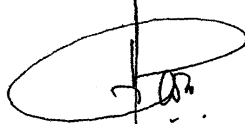
Fait à Niamey le 24 Février 2009

Pour le Gouvernement  
du Burkina Faso



Bédouma Alain YODA  
Ministre d'Etat, Ministre des  
Affaires Etrangères et de la  
Coopération Régionale

Pour le Gouvernement  
de la République du Niger



Aïchatou MINDAOU DOU  
Ministre des Affaires Etrangères  
et de la Coopération

[TRANSLATION – TRADUCTION]

SPECIAL AGREEMENT TO SEIZE THE INTERNATIONAL COURT OF JUSTICE CONCERNING THE FRONTIER DISPUTE BETWEEN BURKINA FASO AND THE REPUBLIC OF NIGER

The Government of Burkina Faso and the Government of the Republic of Niger, hereinafter referred to as “the Parties”,

Whereas by way of agreements signed at Niamey on 23 June 1964 and at Ouagadougou on 28 March 1987, the two Governments agreed to establish their common frontier and to that end have created a Joint Technical Commission on Demarcation,

Whereas articles 1 and 2 of the Agreement of 28 March 1987 stated the following:

“Article 1

The frontier between the two States runs from the uplands of N’Gouma, located to the north of the Kabia ford, as far as the intersection of the former limit of the regions of Fada and Say with the Mékrou River, as described by the Decree of 31 August 1927, made more accurate by its Erratum 2602/APA of 5 October 1927.

Article 2

The frontier will be embodied in frontier markers following the course stipulated by Decree 2336 of 31 August 1927, made more accurate by its Erratum 2602/APA of 5 October 1927. In the event that the Decree and its Erratum should be inadequate, the line shall be that shown on the 1/200,000-scale map of the National Geographic Institute of France, 1960 edition, and/or any other relevant document accepted by agreement between the Parties.”

Whereas the work of the Joint Technical Commission on Demarcation established pursuant to these instruments has made it possible for the Parties to agree on the following sectors of the frontier:

- a) From the uplands of N’Gouma to the astronomic marker of Tong Tong;
- b) From the beginning of the Botou bend to the Mékrou River.

Whereas the two Parties accept as definitive the results of the work carried out on the said sectors,

Wishing to resolve this dispute definitively in a spirit of fraternity between brotherly peoples and good neighbourliness which characterizes their relations and observing the principle of sanctity of frontiers inherited from colonialism,

Also applying article 8 of the agreement of 28 March 1987 referred to above,

Have agreed as follows:

*Article 1. Seizure of the International Court of Justice*

1. The Parties submit the dispute described in article 2 below to the International Court of Justice.



2. Each of the Parties will exercise the right which is granted to it by paragraph 3 of Article 31 of the Statute of the Court to choose a judge.

*Article 2. Subject of the dispute*

The court is requested to:

1. Determine the course of the frontier between the two countries in the sector running from the astronomic marker of Tong Tong (Latitude 14°25' 04" N/Longitude 00° 12' 47" E) to the beginning of the Botou bend (Latitude 12° 36' 18" N/Longitude 01° 52' 07" E).

2. To take cognizance of the Parties' agreement on the results of the work of the Joint Technical Commission on Demarcation of the Burkina Faso/Niger frontier with respect to the following sectors:

- a) From the uplands of N'Gouma to the astronomic marker of Tong Tong;
- b) From the beginning of the Botou bend to the Mékrou River.

*Article 3. Written procedure*

1. Without prejudice to any question relating to the burden of proof, the Parties request the Court to authorize the following procedure with regard to items of written procedure:

a) A Memorial filed by each of the Parties not later than nine (9) months after the seizing of the Court;

b) A Counter-Memorial filed by each Party not later than nine (9) months after exchange of the Memorials;

c) Any other pleading whose filing, at the request of either of the Parties, shall have been authorized or directed by the Court.

2. The items of written procedure submitted to the Registrar of the Court shall not be transmitted to the other Party until the Registrar has received the corresponding items of procedure from that Party.

*Article 4. Oral procedure*

The parties shall agree, with the approval of the Court, on the order in which they will be heard during the oral procedure; in the absence of agreement between the Parties, the order shall be as laid down by the Court.

*Article 5. Language of the proceedings*

The Parties agree that their items of written procedure and their pleadings will be couched in the French language.

*Article 6. Applicable law*

The rules and principles of international law which are applicable to the dispute shall be those listed in paragraph 1 of Article 38 of the Statute of the International Court of Justice, including the principle of sanctity of frontiers inherited from colonialism and the Agreement of 28 March 1987.

*Article 7. Judgment of the Court*

1. The Parties accept the Judgment of the Court pursuant to this Special Agreement as final and binding upon them.
2. From the day on which Judgment is rendered, the Parties shall have eighteen (18) months in which to commence the work of demarcation of the frontier.
3. In case of difficulty in the implementation of the Judgment, either Party may seize the Court pursuant to Article 60 of its Statute.
4. The Parties request the Court to nominate, in its Judgment, three (3) experts to assist them in the demarcation.

*Article 8. Entry into force*

The present Special Agreement is subject to ratification. It will enter into force on the date of receipt of the latter notification of ratification.

However, the Parties agree to apply article 10 of the Special Agreement from the time the Special Agreement is signed.

*Article 9. Recording and notification*

1. The present Special Agreement shall be registered with the Secretariat of the United Nations pursuant to article 102 of the Charter of the United Nations, at the initiative of the prosecuting party.
2. Pursuant to Article 40 of the Statute of the Court, the present Special Agreement shall be notified to the Registrar of the Court by a joint letter from the Parties.
3. If this notification is not carried out in conformity with the preceding paragraph within a period of one month following the entry into force of the present Special Agreement, it shall be notified to the Registrar of the Court by the prosecuting party.

*Article 10. Special undertaking*

1. Pending the Judgment of the Court, the Parties undertake to maintain peace, security and tranquility among the populations of the two States in the frontier region, refraining from any act of incursion into the disputed areas and organizing regular meetings of the administrative officials and the security services.

2. With regard to the creation of socioeconomic infrastructure, the Parties undertake to hold preliminary consultations prior to implementation.

IN WITNESS WHEREOF the present Special Agreement, drawn up in two original copies, has been signed by the plenipotentiaries.

DONE at Niamey on 24 February 2009

For the Government of Burkina Faso:

BÉDOUMA ALAIN YODA

Minister without Portfolio, Minister for Foreign Affairs and Regional Cooperation

For the Government of the Republic of Niger:

AICHATOU MINDAOUDOU

Minister for Foreign Affairs and Cooperation